

Zimbabwe/Après l'annonce de la victoire aux législatives du parti au pouvoir Trois morts dans des manifestations à Harare

AFP
Harare/Zimbabwe

Des soupçons de fraude sont apparus alors que sont encore attendus les résultats de la présidentielle.

TROIS personnes ont été tuées lors de manifestations post-électorales hier à Harare, a annoncé la police du Zimbabwe, après l'intervention de l'armée à balle réelle contre des partisans de l'opposition qui dénonçaient des fraudes aux scrutins de lundi.

"La police de la République zimbabwéenne voudrait confirmer la mort regrettable de trois personnes pendant les émeutes et la mêlée qui s'est produite dans le centre de Harare", a déclaré la porte-parole de la police Charity Charamba à la télévision nationale. Des barricades ont été érigées dans la ville avec des blocs de béton et des pierres.

La police et l'armée sont intervenues pour disperser les manifestants, à coup de balle réelle, de gaz



Photo : AFP

Un manifestant gisant sur le macadam. L'après élections générales compte déjà trois victimes.

lacrymogène et de canons à eau.

Des policiers anti-émeutes bloquaient l'accès hier après-midi au siège du principal parti de l'opposition, le Mouvement pour le changement démocratique (MDC), tandis que des véhicules militaires patrouillaient la ville.

Lundi, les Zimbabwéens s'étaient rendus en masse et dans le calme aux urnes pour les premières élections présidentielle, légis-

latives et municipales organisées depuis la chute de Robert Mugabe en novembre, après trente-sept ans au pouvoir.

Les résultats de la présidentielle n'ont pas encore été annoncés, mais le leader du MDC et candidat à la présidentielle Nelson Chamisa a affirmé hier matin qu'ils étaient en train d'être truqués.

Le président Emmerson Mnangagwa, principal adversaire de M. Chamisa à la

présidentielle, lui a répondu en appelant "tout le monde à cesser de faire des déclarations provocatrices". "Nous devons faire preuve de patience et de maturité" en attendant les résultats définitifs, a-t-il estimé sur son compte Twitter.

"Le temps est venu de faire preuve de responsabilité et par-dessus tout, le temps de la paix est venu", a-t-il ajouté.

Depuis son indépendance

il y a trente-huit ans, le Zimbabwe n'a connu que deux chefs de l'Etat, tous les deux issus du même parti, la Zanu-PF. D'abord Robert Mugabe, contraint à la démission en novembre à l'âge de 93 ans, puis son ex-vice-président Emmerson Mnangagwa.

• **Les dénonciations de l'UE.** Les observateurs de l'Union européenne (UE) ont dénoncé hier "l'inégalité des chances" entre les candidats aux élections générales au Zimbabwe. "Le climat politique s'est amélioré, (...) le vote s'est déroulé de manière pacifique, mais l'inégalité des chances (entre candidats), les intimidations d'électeurs et le manque de confiance dans le processus électoral ont miné l'environnement pré-électoral", a dénoncé l'UE dans un communiqué. En revanche, la mission de la SADC a salué "l'environnement pacifique" qui a prévalu pendant la campagne pré-électorale et le jour du vote et "donné au peuple zimbabwéen la possibilité d'exercer son droit constitutionnel".

RDCongo/En prévision des élections générales de décembre Bemba : le retour

AFP
Kinshasa/RDCongo

Pour autant, toutes les incertitudes autour des consultations ne sont pas levées. Bien au contraire.

UNE foule immense et hostile au pouvoir a salué hier le retour à Kinshasa de l'ex-chef de guerre et ex-vice-président Jean-Pierre Bemba, qui veut s'inviter dès ce jeudi dans la course à la succession du président Joseph Kabila en République démocratique du Congo. De l'aéroport au centre-ville, des dizaines de mil-



Photo : AFP

C'est une foule immense qui a accueilli hier, à son retour à Kinshasa, l'ancien vice-président et ex-chef de guerre Jean-Pierre Bemba (cravate rouge).

liers de personnes ont accueilli M. Bemba, 55 ans, pour son retour après onze ans d'absence dont dix derrière les barreaux

d'une prison de la Cour pénale internationale (CPI). Quelques gaz lacrymogènes ont été tirés par la police vers l'aéroport.

Il s'agit du rassemblement le plus important en RDC depuis deux ans et le retour d'un autre opposant, Etienne Tshisekedi, en juillet 2016.

Toute manifestation était interdite depuis les journées meurtrières de septembre et décembre 2016, où les forces de sécurité avaient tiré sur des manifestants qui demandaient le départ du président Kabila à la fin de son dernier mandat fin 2016. "Kabila oyebele (ndlr : méfie-toi), le mandat a pris fin", "Adieu Kabila", "Bemba rase lui cette barbe blanche"... : tout au long du trajet, les manifestants venus de la "cité" n'ont pas fait mystère de leurs préférences politiques, à en juger par les slogans et chants entendus par deux journalistes de l'AFP.

M. Bemba revient en RDC une semaine avant la date-butoir pour le dépôt des candidatures à l'élection présidentielle prévue le 23 décembre et qui doit organiser le départ du président Kabila.

Le chef de l'Etat, qui ne peut plus se représenter, affirme qu'il respectera la Constitution, mais il n'a toujours pas désigné de "dauphin" au sein de sa majorité présidentielle. Pour cette élection à un tour, M. Bemba fait jeu égal avec les deux autres

ténors de l'opposition, Félix Tshisekedi et Moïse Katumbi, selon les intentions de vote d'un sondage présenté mardi par les universitaires du Groupe des experts du Congo. Il plaide pour une "candidature unique" de l'opposition.

M. Bemba a pu tester sa propre popularité à Kinshasa avant son autre retour prévu samedi dans son fief de l'Equateur (nord-ouest) où il a régné les armes à la main lors du chaos des années 1998-2003 dans l'ex-Zaïre.

Après son dépôt de candidature, M. Bemba compte en effet se rendre samedi dans son fief familial de Gemena sur la tombe de son père, un homme d'affaires qui a fait fortune à l'époque du maréchal Mobutu. C'est d'ailleurs là-bas, dans la province de l'ex-Equateur, qu'il aurait voulu commencer son test de popularité pour son retour au pays – mais il en a été empêché par les autorités.

• **Bemba bloqué.** L'ex-chef de guerre et ancien vice-président congolais Jean-Pierre Bemba a été empêché de rejoindre ses propriétés proches de la résidence du chef de l'Etat Joseph Kabila, a constaté un journaliste de l'AFP.

C'est arrivé... Chasse à l'homme après l'agression sexuelle d'une chèvre

UNE chasse à l'homme a été lancée dans le nord de l'Inde pour retrouver huit hommes accusés d'avoir eu des relations sexuelles avec une chèvre qui attendait des petits et est morte par la suite, a annoncé la police mardi.

Les suspects font face à des poursuites en vertu d'une loi prohibant les "relations sexuelles contre nature", la même qui interdit les relations homosexuelles.

Les fugitifs sont aussi accusés d'actes de cruauté envers des animaux.

La police recherche activement les suspects dans une zone de l'Etat d'Haryana, à

une centaine de kilomètres de New Delhi. "Nous avons identifié trois des huit suspects et des équipes de policiers sont lancées à leur poursuite pour les arrêter le plus rapidement possible", a déclaré Naazneen Bhasin, porte-parole de la police.

Cette affaire a éclaté la semaine dernière quand le propriétaire de la chèvre a surpris trois hommes en train d'agresser sexuellement l'animal en pleine nuit.

Un vétérinaire a collecté des échantillons sur la dépouille de l'animal pour déterminer les causes de la mort de la chèvre.

... dans l'Etat d'Haryana (Inde)

L'Afrique en bref

• **Bénin/Constitution.** Talon abandonne son projet de réforme

Le président béninois Patrice Talon a décidé d'abandonner pour une durée indéterminée un projet de réforme constitutionnelle qui devait être soumis au vote populaire, arguant que l'organisation d'un référendum coûterait trop cher et n'était pas une priorité.

• **Mali/Violences.** Une douzaine de morts dans le centre

Au moins quatre militaires maliens et huit jihadistes présumés ont été tués mardi dans le centre du pays où une mission de sécurisation des opérations électorales est tombée dans une embuscade.

• **Nigeria/Politique.** Nouvelles défections de taille au sein du parti au pouvoir

Après la défection de deux gouverneurs, de dizaines de parlementaires et du président du Sénat, le gouverneur d'un Etat du nord du Nigeria et un porte-parole du parti au pouvoir ont annoncé hier rejoindre l'opposition, marquant un nouveau camouflet à l'encontre du président Buhari.

A travers le monde

• **Afghanistan/Attentats.** L'armée se déploie à Jalalabad



Photo : AFP

L'armée s'est déployée en urgence hier dans les rues de Jalalabad, la grande ville de l'est de l'Afghanistan, cible d'attentats répétés du groupe Etat islamique, dont les combattants sont chassés de leurs fiefs par des opérations militaires et les talibans.

• **Etats-Unis/Politique.** Trump veut qu'il soit mis un terme à l'enquête russe

Le président américain Donald Trump a demandé hier à son ministre de la Justice Jeff Sessions de mettre fin à l'enquête sur l'ingérence russe dans l'élection présidentielle de 2016, qui empoisonne sa présidence.

• **Syrie/Conflit.** Quatre militaires tués près de Damas

Quatre militaires syriens, dont des officiers, ont été tués dans une embuscade revendiquée par le groupe jihadiste Etat islamique (EI) à l'est de Damas, a rapporté hier l'Observatoire syrien des droits de l'Homme (OSDH).